

Note bibliographique

Review Article

A la recherche de l'essence
du phénomène politique

FRANÇOIS CHEVRETTE

Université de Montréal

« Il y a une essence du politique. Il faut entendre par là que l'on trouve dans toute collective politique, quelle qu'elle soit et sans en excepter aucune, des constantes et des réalités immuables qui tiennent à sa nature même et font qu'elle est politique » . C'est par cette phrase que l'auteur commence ce très grand ouvrage, ouvrage qui veut être de philosophie politique, et non de sociologie ou de théorie politique empirique, et il faudra dès lors éviter de lui reprocher le peu d'attention portée à « l'opérationnalité » des concepts et des conceptualisations qu'ils propose. Etude purement essentialiste que celle que nous livre Julien Freund, et cela d'un double façon : essentialisme ontologique d'abord, puisqu'à son avis le politique, comme l'éthique, l'art, la religion, l'économie, la science, serait une essence, conceptuellement réductible à elle-même, à l'opposé par conséquent des dialectiques, alliages d'essences pures et dont le droit et la « question sociale » seraient des illustrations, le premier étant un produit dialectique d'éthique et de politique, le deuxième, de politique et d'économie. Essentialisme méthodologique aussi, puisque le but de cette étude est de dégager les rapports qu'une notion, en l'occurrence le politique, entretient avec elle-même, à l'exclusion des rapports qu'elle entretient avec d'autres essences et qui ne sont pas ici niés mais délibérément ignorés (pp. 4-5). De cette essence, l'auteur s'applique au cours des trois parties, dont la seconde prend une importance particulière, à découvrir la donnée ou fondement existentiel, c'est-à-dire en somme le substrat matériel, ensuite et surtout les présupposés, qui en sont les « conditions propres et constitutives » (p. 84), enfin la finalité.

C'est tout simplement la société qui serait la donnée ou fondement nécessaire de l'essence du politique. D'un point de vue existentiel il n'y aurait de politique que sociale, la société en constituant la toile de fond indispensable sans laquelle le phénomène politique ne saurait exister. Et l'auteur d'insister sur le concept de relation politique, qui est une relation sociale, pas n'importe laquelle cependant (p. 37) et qu'il entend de

qualifier par l'analyse des présupposés du politique.

L'étude des présupposés, ou « conditions constitutives et universelles » du politique, nous mène au cœur même de la thèse de J. Freund. Le présupposé, il faut le dire, est un concept proprement essentialiste, beaucoup plus par conséquent qu'un simple concept épistémologique, critique ou heuristique (p. 87). C'est dire la profondeur et l'ambition d'un ouvrage comme celui-ci : saisir conceptuellement l'essence du politique et non pas simplement en proposer des moyens d'analyse. L'auteur propose trois présupposés, tous trois formés d'un couple de concepts en relation dialectique l'un avec l'autre; relation dialectique antithétique, et non antinomique, c'est-à-dire sans cette absorption hégélienne de contradiction et de synthèse, et c'est la relation dialectique entre les deux concepts elle-même qui forme le présupposé (pp. 97-8). Ces trois présupposés sont : la relation commandement-obéissance, la relation privé-public et la relation ami-ennemi.

La relation commandement-obéissance, présupposé du politique en général, détermine dialectiquement le principe d'ordre et la formation de l'unité politique. L'étude du concept de commandement est l'occasion pour l'auteur de bien mettre en relief ce qu'il y a de « non-juridifiable » dans le phénomène politique. En politique, les théories contractualistes de la pensée politique classique nous l'auraient peut-être fait oublier, il y a telle chose que la volonté de puissance, souveraine et originellement arbitraire, jaillissement sourd de la force que les constructions juridico-constitutionnelles, « légalisantes et légitimantes », ne peuvent pas évacuer ni totalement dissimuler. Le premier roi ne fut-il pas un soldat heureux ? Volonté de puissance arbitraire, en même temps que marquée dans son existence au coin du hasard, car le politique est plein de « cas fortuits », d'irrupsions imprévues qui

L'OUVRAGE RECENSÉ

Julien Freund, *L'essence du politique*. Paris: Sirey, 1965, pp. 764.

Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de Science politique, II, no. 2 (June/juin 1969). Printed in Canada/Imprimé au Canada.

rendent si fragiles les lois et constantes que le sociologue cherche à y discerner. « Napoléon n'était pas une nécessité mais un destin » (p. 146). Au commandement fait pendant l'obéissance, soumission toute extérieure (comme chez Alain), elle aussi « non-juridifiable », pleine de risques et de ruptures, et autour de laquelle l'auteur ordonne de très belles analyses de la révolte, de la résistance et de l'antagonisme qu'il pose entre la pensée et le politique (p. 206). L'ordre, fruit de cette dialectique commandement-obéissance, c'est un ensemble de formes et de normes, avec une nette prédominance des premières sur les secondes toutefois puisqu'il n'est pas possible au politique, pas souhaitable non plus selon l'auteur, de trop franchir le seuil des contenus. Le politique est affaire de formes, bien plus que de normes; le droit, la loi, la légalité, la diplomatie le prouvent bien. Ainsi la pensée démo-libérale est-elle axée, non pas sur l'égalité réelle, sur le partage égal des contenus (isomoirie), mais bien sur l'égalité de tous devant la loi (isonomie); et cette attention aux formes qui s'accompagne d'un refus du politique de franchir certains seuils de contenus est bien illustrée par le fait qu'en droit on ne donne pas de contenu à « l'ordre public » à « l'acte de gouvernement » etc. (p. 222). Le politique met donc des formes juridiques sur des contenus indéterminés.

La relation privé-public, présumé surtout de la politique intérieure, détermine dialectiquement l'opinion et l'organisation de l'unité politique. Le privé, c'est tout ce qui fait obstacle à la politisation intégrale de la société (p. 316), le public, qui n'est pas synonyme de collectif, pas plus que le privé ne l'est de l'individuel, c'est l'affirmation d'une unité. L'auteur met bien en relief le fait que la distinction entre le public et le privé n'est ni juridique, ni économique, mais proprement politique, en tel sens qu'elle se trouve déterminée par « toute ce qui s'avère nécessaire pour protéger les membres d'une collectivité indépendante et sauvegarder son bien commun » (p. 292) : le totalitarisme élargira au maximum la sphère du public, le libéralisme aura l'effet inverse. L'opinion, qui découle de cette dialectique, porte sur toute matière engageant les « fins » de l'homme social et sur laquelle aucune preuve irréfutable et incontestable ne saurait être apportée. Le politique est fait d'opinions, il est une recherche non pas régressive (cause à effet) mais progressive (moyen à fin), empreinte de relativisme, voire même de préjugés, éléments nécessaires à la conduite de l'action efficace. Pensée et action, puissance et idées, autorité et opinion, politique et science, autant de thèmes sur lesquels l'auteur soumet de longues analyses. « Le public

n'a point d'idées », écrit-il. C'est guidé par cette conception essentiellement relativiste et actionnaliste du phénomène politique qu'il procède ensuite à l'analyse du parti, du vote, du suffrage, de la propagande, de l'idéologie.

La relation ami-ennemi, présumée surtout de la politique extérieure, détermine pour sa part dialectiquement la lutte et la conservation de l'entité politique. Le concept d'amitié recouvre des réalités telles que la concorde (à l'intérieur) et l'alliance (à l'extérieur), mais il fait obstacle à l'idée d'un Etat mondial, idée a-politique, sinon anti-politique (p. 461). « Celui qui n'a que des amis n'a pas d'amis », et il en résulte que politiquement la notion d'amitié (qui n'est que concorde et alliance, et rien de plus, et qui comporte donc des parts irréductibles de refus) ne va pas sans l'inimitié (au sens « d'hostis » et non « d'inimicus »). Pour J. Freund, la relation ami-ennemi est de l'essence du politique, et il s'ensuit logiquement les conséquences les plus surprenantes : le pacte Briand-Kellog qui a mis la guerre hors la loi, la SDN et même l'ONU furent des tentatives d'évacuer la lutte du politique, donc d'évacuer le politique même en lui substituant cette prétendue légalité internationale qui, en criminalisant la guerre, n'a fait que transformer le politique en « un royaume de juges et de coupables » (p. 507). Et il aura fallu le marxisme pour redonner au libéralisme classique le sens de l'ennemi (p. 511). L'essence du politique, c'est donc aussi ce balancement perpétuel entre les pôles extrêmes de l'amitié et de l'inimitié; avec la terreur, dont l'auteur soumet une très fine analyse, de même que du terrorisme, de la force, de la crainte et de la peur, la relation ami-ennemi est perçue dans un paroxysme de « tout ou rien » qui fera dire à St-Just : « Pour moi je ne vois point de milieu : Cet homme doit régner ou mourir ». Le politique est donc de nature conflictuelle : lutte ordonnée (par les mécanismes constitutionnels notamment) ou diffuse et sourde, mais lutte incessante où la paix n'est que suite et préparation à la guerre qui loin d'être un « simple accident » serait inscrite dans la nature même du politique. L'Etat moderne, en posant une si nette distinction entre l'intérieur et l'extérieur, s'est voulu de ce fait logiquement centralisateur et guerrier.

A cette analyse des trois présumés l'auteur ajoute un développement sur la finalité du politique. La politique a en vue la sécurité extérieure, et la concorde et la prospérité intérieures; il tend à cela au moyen de la force et de la ruse, et par des mécanismes de décisions, de choix, d'objectifs, de moyens, de conséquences; gouverné qu'il est cependant en tout, de façon lointaine mais essentielle, par ces « fins » indéterminables

(liberté, égalité...) qui sont à la fois des régulateurs de l'action et souvent aussi des justifications à celle-ci.

Cet ouvrage, très long et très ambitieux, est de ceux dont une première lecture suscite plus de réserves que d'approbations; encore faut-il ajouter qu'une réflexion approfondie nous découvre le caractère superficiel de plusieurs d'entre elles et contribue beaucoup à les dissiper. Quelles sont-elles ?

D'abord une certaine impression de naïveté et d'anachronisme devant des concepts comme ceux de commandement, d'obéissance, d'amitié, de force et de ruse ! Celui qui a un tant soit peu dépouillé la littérature politologique contemporaine, américaine et française en particulier, sur ce problème de la conceptualisation du phénomène politique, ne pourra que ressentir, sinon un malaise du moins un profond étonnement devant cet espèce de retour à Machiavel et au réalisme moralisateur renaissant auquel nous convie M. Freund. Cette réserve, qui nous vient tout de suite à l'esprit, nous paraîtra beaucoup moins justifiée toutefois si l'on s'avise que M. Freund n'a pas prétendu, nous le disions ci-haut, faire œuvre sociologique, mais bien œuvre philosophique; le caractère non-opérationnel des concepts qu'il suggère ne saurait donc être retenu contre lui. D'autant moins qu'en d'autres occasions, en particulier dans de brillants écrits sur Max Weber, cet auteur s'est montré excellent théoricien sociologue, ce qui prouverait encore, s'il en était besoin, que là n'était pas le but de son propos cette fois. C'est donc sur un terrain philosophique qu'il faut nous placer pour en débattre.

Du point de vue philosophique l'œuvre est ambitieuse, mais réussie. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit sans faiblesse ! L'idée de présenter le couple ami-ennemi comme présumé de la politique extérieure et de n'offrir à la politique intérieure que l'éclairage de l'opinion laisse en effet quelque peu dans l'ombre toutes ces luttes politiques internes, personnelles, partisans ou idéologiques, et il n'est pas prouvé que la politique intérieure soit moins imprégnée de luttes qu'elle ne l'est d'opinions. Le phénomène révolutionnaire en particulier, dont M. Freund écrit qu'il constitue l'intrusion de l'idéologie dans la lutte, y reçoit à notre avis trop peu d'attention. Cela bien sûr n'est pas un simple accident : la révolution est de ces événements politiques qui existent par leur intensité plus que par leurs contours spécifiques (les tentatives de conceptualisation sociologique à son sujet le montrent bien), et il était à prévoir, l'auteur lui-même l'avait prévu (p. 15), qu'une méthode phénoménologique existentielle en eût mieux rendu compte que l'essentialisme adopté ici.

Dans son ensemble, la méthode essentialiste adoptée, compte tenu de ses limitations intrinsèques, n'a pas manqué à ses promesses. Elle les a au contraire tenues largement. Il y a assez peu à dire sur les analyses de la donnée du politique, et de sa finalité; à la réserve près que toute politique ne tend pas toujours à la sécurité extérieure et à la prospérité intérieure (on pense ici aux politiques agressives, expansionnistes et idéologiques de l'Allemagne hitlérienne), à moins de « temporaliser » cette proposition et de l'assortir des distinctions élémentaires entre le court et le long terme. Mais ce sont les présupposés du politique qui ont le plus d'importance. Et l'on peut dire que la qualification qu'ils suggèrent du politique, comme relation hiérarchique, conflictuelle et « publicisante », cerne le phénomène de la meilleure façon. On doit reconnaître à Julien Freund un profond réalisme allié à une grande finesse d'observation. Face en particulier à la science juridique, son mérite est double : il est de s'être gardé de tomber dans les pièges et les artifices des constructions constitutionnelles, de Rousseau à Kelsen, au profit d'une insistance sur le pouvoir et le commandement dans leur réalité foisonnante, il est par ailleurs de ne pas s'être refusé, sous le prétexte d'un anti-juridisme partisan, à intégrer dans son analyse des distinctions qui sont juridiques dans leur forme (telle la distinction privé-public), quoique, il l'a bien montré, politiques dans leur contenu. A notre avis le politique est indissociable d'une certaine part de juridique; c'est pour avoir refusé de le reconnaître que certains auteurs américains ont pu présenter des théories politiques empiriques perdues et noyées dans le « sociologisme » le plus total.

L'ouvrage de Julien Freund appartient à une filiation philosophique et sociologique qu'il n'est pas difficile de discerner; et ce n'est pas un hasard si l'index des noms d'auteur, annexé à l'ouvrage, nous découvre que Machiavel, Hobbes, Weber, Carl Schmitt et Raymond Aron sont parmi les auteurs qu'il cite le plus. Il aura hérité d'eux le relativisme, un sens aigu des réalités et de leur traduction en concepts simples et conventionnels, un fort penchant pour l'individu, le tout mêlé à un certain pessimisme sur l'homme et son destin. D'aucuns pourront lui faire reproche d'avoir perçu le politique comme l'activité *des* possibles entre lesquels il faut choisir et décider, en ayant, comme l'écrit Napoléon à Decrès, « l'esprit assez exclusif pour une grande opération » (p. 645). Pas nous. Cette vision relativiste, nous l'acceptons, et avec Julien Freund nous croyons qu'il est sans intérêt philosophique ni scientifique de présenter le politique comme un combat de dieux.